

2<sup>d</sup> prolongation  
15 jours :  
Comportement  
du rétenue annulé

## PROCÉDURE DE RECONDUITE A LA FRONTIÈRE

### ORDONNANCE

Le 2 septembre 2006 à 11h00

Devant Nous, C. DANGLES, juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance de LILLE, assistée de J. SPOSITO, greffier,  
Étant en notre cabinet en audience publique, au Palais de Justice,

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Région NORD PAS DE CALAIS et du Département du NORD - Section Eloignement - ayant prononcé la reconduite à la frontière en date du 16 août 2006 pris à l'encontre de :

**M. Anwar ~~MOHAMMAD~~**  
**né le 1er janvier 1966 à PISHAWAR (PAKISTAN)**  
**de nationalité pakistanaise**

Vu la décision de maintien de l'intéressé en rétention dans des locaux ne dépendant pas de l'administration pénitentiaire prononcée par Monsieur le Préfet du Nord le 16 août 2006 et notifiée à l'intéressé le 16 août 2006 à 17 heures 30 ;

Vu la requête de prolongation de Monsieur le Préfet de la Région NORD PAS DE CALAIS et du Département du NORD - Section Eloignement - en date du 16 août 2006 ;

Vu l'ordonnance de prolongation du juge des libertés et de la détention près le Tribunal de Grande Instance de Lille rendue le 19 août 2006 à 10h40 ;

Vu la requête de prorogation de Monsieur le Préfet de la Région NORD PAS DE CALAIS et du Département du NORD - Section Eloignement - en date du 1er septembre 2006 ;

Vu l'article 4 de l'ordonnance n° 2004-1248 du 24 Novembre 2004 portant abrogation de l'ordonnance n°45-2658 du 02/11/1947, et des articles 87 et 89 de la loi n°2003-1119 du 26/11/03 ;

Vu les articles L. 551-1 à 552-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

L'intéressé, entendu en ses observations ;  
Monsieur P. GROOT, représentant l'administration, en ses observations ;  
Maître CLEMENT, avocat commis d'office, entendu en ses observations ;

**Il résulte de l'article L. 552-1 du Ceseda que la rétention d'un étranger peut être prolongée une première fois pour une durée de 15 jours. A l'expiration de cette première prolongation, le juge des libertés et de la détention peut être saisi pour ordonner une nouvelle prolongation dans deux hypothèses respectivement prévues par les articles L. 552-7 et L. 552-8 du Ceseda.**

**L'article L. 552-7 dispose qu'une telle prolongation peut être ordonnée pour une nouvelle durée de 15 jours :**

**- (...) en cas d'urgence absolue ou de menace d'une particulière gravité pour l'ordre public, ou lorsque l'impossibilité d'exécuter la mesure d'éloignement résulte de la perte ou de la destruction des documents de voyage de l'intéressé, de la dissimulation par celui-ci de son identité ou de l'obstruction volontaire faite à son éloignement, le juge des libertés et de la détention est à nouveau saisi".**

**Pour sa part, l'article L. 552-8 dispose qu'une telle prolongation peut être ordonnée, mais pour une durée de 5 jours seulement :**

**- (...) lorsque, malgré les diligences de l'administration, la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée en raison du défaut de délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé ou de l'absence de moyens de transport, et qu'il est établi par l'autorité administrative compétente, que l'une ou l'autre de ces circonstances doit intervenir à bref délai. Il peut également être saisi aux mêmes fins lorsque la délivrance des documents de voyage est intervenue trop tardivement, malgré les diligences de l'administration, pour pouvoir procéder à l'exécution de la mesure d'éloignement dans le délai prescrit au premier alinéa de l'article L. 552-7".**

**Compte tenu des dispositions très proches de ces deux textes, il importe de préciser le champ d'application exact de chacun d'eux.**

**Dans tous les cas, la délivrance d'un document de voyage ne doit être demandée au consulat que lorsque l'intéressé est démuné de son passeport. Il ne peut donc pas être retenu que chaque fois qu'un étranger ne détiendrait pas son passeport, la seconde prolongation pourrait toujours être accordée pour une durée de 15 jours en application de l'article L552.7 du Ceseda. Ceci reviendrait à vider de son sens la plus grande partie de l'article L552-8 qui ne**

trouverait jamais à s'appliquer et ne serait alors d'aucune utilité. Or il appartient toujours au juge d'interpréter le texte qui lui sont soumis de manière à ce que l'ensemble de ses dispositions garde une cohérence.

Dans l'exposé des motifs, le gouvernement expliquait la distinction entre les deux durées de prolongation en indiquant qu'elle serait d'une durée de 15 jours "si l'impossibilité d'exécuter la mesure d'éloignement résulte du comportement de l'intéressé" et qu'elle serait réduite à un plus bref délai "en cas d'impossibilité objective d'exécuter la mesure". Il convient ici de souligner que, si le Parlement a modifié le délai de la seconde prolongation, le texte de loi finalement adopté est, pour le reste, strictement identique à celui du projet qui lui était présenté. Cette même distinction entre, d'une part, le comportement de l'intéressé qui mettrait obstacle à sa reconduite à la frontière et, d'autre part, les circonstances objectives extérieures à l'intéressé et à l'administration se retrouve dans les débats parlementaires et jusque dans la décision rendue par le conseil constitutionnel.

Il convient donc de retenir que la seconde prolongation peut être ordonnée par le juge des libertés et de la détention pour une durée de 15 jours s'il est établi que le comportement de l'intéressé a entraîné, de manière délibérée, la destruction ou la perte de son passeport. La prolongation ne pourra être envisagée - sous réserve que les autres conditions prévues alors par l'article L. 552-8 soient aussi réunies - pour une durée limitée à 5 jours si l'absence de passeport ne résulte pas d'un tel comportement volontaire.

En l'espèce, l'administration ne rapporte pas la preuve d'une tel comportement volontaire et ne prétend même pas qu'il aurait pu exister, se contentant d'indiquer que l'absence de passeport a rendu nécessaire la délivrance d'un laissez-passer. IL ne peut donc pas être envisagé d'autoriser une prolongation de 15 jours en application de l'article L. 552-7 du Cesda.

Par ailleurs, l'administration n'établit pas non plus que la délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé va intervenir à bref délai. En conséquence, il ne peut pas être envisagé de prolonger la rétention pour une durée de 5 jours en application de l'article L. 552- du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

## PAR CES MOTIFS

Rejetons la requête sus-visée.

Reçu notification et copie  
de la présente ordonnance ce jour

L'INTÉRESSÉ	L'AVOCAT	L'INTERPRÈTE	LE REPRESENTANT DE L'ADMINISTRATION	LE GREFFIER	LE JUGE DES LIBERTES ET D DETENTION
-------------	----------	--------------	--	-------------	---

Notification de la présente ordonnance e été donnée ce jour  
Vu par le parquet  
à monsieur le procureur de la République , à monsieur le Préfet,  
le        À        Heures  
Le greffier

Pour copie conforme  
Le Greffier

